

August 29, 2013 – CMC Executive Director James Law on why Canada needs new international trade agreements

August 29th, 2013

Canada's meat processing industry is big business, with total annual sales from the sector valued at over \$24 billion. Collectively we employ almost 70,000 Canadians and we are major exporters- exporting some \$4.5 billion of meat to over 145 different countries around the world.

Canada's meat processors add value to the live animals born and raised on Canadian farms, providing a critical market outlet and supporting the viability of almost 100,000 livestock farmers. In addition, our valued suppliers also employ thousands of Canadians working to produce equipment, packaging, ingredients and provide services like microbiology testing and engineering design.

International trade is crucial to Canada's meat industry because we produce much more meat than our 35 million citizens can consume. With the world's population growing from its current 7.1 billion to an estimated 9 billion people by the year 2050, foreign customers will require significantly more food imports – including meat.

Canada's meat exports have grown significantly in the past years. Exports of pork have increased from 200,000 tonnes in 1990 to over 1,189,000 tonnes, valued at \$3.2 billion in 2012. Exports of beef have risen from 100,000 tonnes in 1990 to almost 271,000 tonnes, valued at \$1.2 billion, in 2012. Exports of horsemeat in 2012 reached almost 18,000 tonnes valued at \$90 million.

Increased export sales enhance financial returns for farmers, improve financial margins for processors, increase jobs for workers and enhance economic activity for all Canadians. Similarly, all Canadians suffer the negative consequences of lost or missed export opportunities.

Canadian meat processors want an ambitious trade deal at the World Trade Organization that would significantly reduce import tariffs, eliminate export subsidies and greatly reduce domestic support that distorts pricing and international markets. Unfortunately, that deal is not likely to happen anytime soon. That's why Canada needs to pursue other bilateral and regional trade agreements.

Let's face it. With our huge land base, water and agricultural knowhow we have a competitive advantage. And we are already free traders. Canada has zero duties on imports of pork from every country around the world with no quantitative restrictions. Although we have a 26.5 percent duty on imported beef, we do have a large duty free import tariff rate quota of 76,500 tonnes for beef. In addition to Canada's duty free tariff rate quota, beef from countries that we have a free trade agreement with, such as the United States and Mexico, is duty free in unlimited quantities.

That's why a lot of work has gone on over the past few years to try to reach an ambitious outcome in a Canada EU Comprehensive Economic and Trade Agreement.

Canada and Europe have a long history of economic cooperation. Composed of 28 member states with a total population of over 500 million and a GDP of nearly \$16.6 trillion in 2012, the EU is the world's largest single common market, foreign investor and trader.

And Europeans eat a lot of meat- over 20 million tonnes of pork and over 400,000 tonnes of beef every year.

We can't stand back and let our competitors get preferential access to key markets. Let's get on with it and sign a deal with Europe. Then we can focus our efforts on getting access to Japan's 127 million consumers who are prepared to pay a premium for safe, high quality Canadian meat through a Canada Japan Economic Partnership Agreement.

Le directeur général du CVC James Laws se prononce sur la nécessité pour le Canada de signer de nouveaux accords commerciaux internationaux

L'industrie canadienne de transformation de la viande constitue une grande entreprise, générant un chiffre d'affaires annuel de plus de 24 milliards de dollars. Ensemble, nous employons près de 70 000 Canadiens et nous sommes d'importants exportateurs, exportant quelque 4,5 milliards de dollars de viande vers plus de 145 pays différents du monde entier.

Les transformateurs de viande du Canada apportent une valeur ajoutée aux animaux nés et élevés dans des exploitations agricoles canadiennes, offrant un débouché essentiel aux éleveurs de bétail et soutenant la viabilité de presque 100 000 d'entre eux. Par ailleurs, nos précieux fournisseurs emploient des milliers de Canadiens travaillant à la production de l'équipement, de l'emballage, des ingrédients et à la prestation de services, notamment en matière d'essais en microbiologie et de conception technique.

Le commerce international est essentiel à l'industrie canadienne de la viande puisque nous produisons beaucoup plus de viande que ce que consomment nos 35 millions de citoyens. La population mondiale qui est de l'ordre de 7,1 milliards à l'heure actuelle devrait grimper à environ 9 milliards d'ici 2050; par conséquent, les clients étrangers exigeront plus d'importations d'aliments, notamment de viande.

Au Canada, les exportations de viande ont augmenté de façon importante au cours des dernières années. Les exportations de porc ont enregistré une hausse, à savoir de 200 000 tonnes en 1990 à plus de 1 189 000 tonnes, d'une valeur de 3,2 milliards de dollars en 2012. Les exportations de bœuf ont passé de 100 000 tonnes en 1990 à près de 271 000 tonnes, d'une valeur de 1,2 milliard, en 2012. La même année, les exportations de viande chevaline s'élevaient à près de 18 000 tonnes d'une valeur de 90 millions de dollars. Une hausse des ventes à l'exportation permet d'accroître le rendement financier des producteurs, d'améliorer la marge financière des transformateurs, de créer de l'emploi pour les travailleurs et de stimuler l'activité économique de l'ensemble des Canadiens. Dans le même ordre d'idées, tous les Canadiens subissent les conséquences négatives d'occasions d'exportation perdues ou manquées.

Les transformateurs de viande canadiens veulent conclure un ambitieux accord commercial à l'Organisation mondiale du commerce en vue d'obtenir une réduction considérable des tarifs à l'importation, l'élimination des subventions à l'exportation et la diminution significative des mesures de soutien interne qui faussent la fixation des prix et les marchés internationaux. Malheureusement, cet accord ne devrait pas avoir lieu prochainement. C'est pourquoi le Canada doit poursuivre d'autres accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

Admettons-le : nous disposons d'un immense territoire, réserve d'eau et savoir-faire du domaine agricole, ce qui nous donne assurément un avantage concurrentiel. Et nous nous y connaissons déjà en libre-échange. Aucun droit n'est imposé au Canada à l'importation de porc de pays du monde entier de même qu'aucune restriction quantitative. Bien qu'au pays, des droits de 26,5 % soient imposés sur le bœuf importé, nous comptons un important contingent tarifaire de 76 000 tonnes en matière d'importation de bœuf, exempt de droits. Par ailleurs, le bœuf provenant des pays avec lesquels nous avons un accord de libre-échange, par exemple les États-Unis et le Mexique, est exempté de droits en quantités illimitées.

C'est pourquoi maints efforts ont été consacrés au cours des dernières années pour parvenir à un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

Le Canada et l'Europe ont une longue tradition de coopération économique. L'Union européenne, dont la population totale répartie dans 28 États membres dépasse les 500 millions d'habitants et dont le PIB s'élevait à près de 16,8 billions de dollars en 2012, demeure le plus grand marché commun du monde et le plus important investisseur et opérateur étranger.

Et les Européens consomment énormément de viande : plus de 20 millions de tonnes de porc et plus de 400 000 tonnes de bœuf chaque année.

Nous ne pouvons pas permettre que nos concurrents obtiennent un accès préférentiel aux principaux marchés. Réglons ce dossier et signons une entente avec l'Europe. Nous pourrions alors nous concentrer sur l'accès aux 127 millions de consommateurs du Japon qui sont prêts à investir pour obtenir une viande saine, de première qualité du Canada grâce à un Accord de partenariat économique Canada-Japon.